

qu'elle fait probablement augmenter sa tension artérielle, qu'elle abaisse son taux de glucose sanguin, qu'elle lui donne des sueurs froides la nuit, qu'elle lui donne des poussées de fièvre et qu'elle l'a plongé dans la dépression.

Nous savons quel homme gai, merveilleux et agréable il est et nous l'aimons tous. Même pendant le grand débat sur la TPS, il était l'un de ceux que même moi n'ai pas attaqué. Je prenais d'ailleurs la peine de mentionner qu'il était une exception. Et voilà que, aujourd'hui, pour des raisons difficiles à saisir, il montre les dents et ne veut pas donner aux provinces une autre occasion d'exprimer leur opinion sur ce qui constitue pour certaines d'entre elles—pour la mienne en tout cas—une intrusion par des moyens détournés du gouvernement fédéral dans un de leurs champs de compétence.

Quelles que soient les raisons militant en faveur de la décision en question, quels que soient les sentiments du sénateur Nurgitz et du Cabinet à ce sujet, les apparences sont importantes lorsqu'on fait campagne pour convaincre les Canadiens que l'entente en question est profitable pour eux et leur région, que le gouvernement est plus généreux et plus souple que jamais et que la Constitution va le rendre encore plus docile.

Le sénateur Barootes: Vous enfrengez le Règlement. Vous essayez simplement de faire traîner les choses. Rasseyez-vous et laissez-nous étudier le projet de loi.

Le sénateur Gigantès: Cher ami, vous ai-je déjà chahuté? Ai-je déjà dit du mal de vous?

Le sénateur Barootes: Je vous renie.

Le sénateur Gigantès: Nous sommes deux sénateurs d'origine grecque, et vous vous en prenez à moi.

Le sénateur Barootes: Je vais devenir Macédonien à vos yeux.

Le sénateur Gigantès: Nous sommes probablement parents. Certains membres de ma famille viennent de la région de la Turquie où vous êtes né. Vous faites le signe de croix. Le bon Dieu ne va pas vous pardonner vos attaques immodérées.

Le sénateur Barootes: Son temps de parole de 15 minutes est-il écoulé?

Le sénateur Gigantès: Quand ce sera le cas, le Président se lèvera et me le dira. Entre-temps, vous pouvez toujours écouter. Vous m'avez enduré bien plus longtemps que cela. Il y a une fois où vous m'avez écouté une journée de temps. Qu'est-ce que tout ceci? Vous ne voulez vraiment pas que votre côté se montre généreux et compréhensif à l'égard des provinces? C'est ce que le sénateur Bonnell réclame dans son amendement. Il s'agit d'un amendement tout à fait légitime et il est encore plus opportun et important du fait des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons à l'heure actuelle.

Il suffit de lire les manchettes dans les journaux de toutes les provinces, même la vôtre. Votre premier ministre est un membre socialiste d'un parti qui vous a empêché, sénateur Barootes, de mettre un terme à l'assurance maladie au Canada, comme vous le souhaitiez. C'est vrai. Il ne pourra le nier. Il en est même fier. Il ne voulait pas que les pauvres puissent compter sur des soins médicaux gratuits. Or voilà maintenant que son premier ministre provincial défend cette entente, mais il y a des gens qui s'y opposent dans sa province, comme en Alberta et en Colombie-Britannique. Une bonne partie de cette

opposition vient du fait que certains croient qu'on affaiblit ainsi le gouvernement fédéral et que d'autres pensent que ce dernier s'arroge de nouveaux pouvoirs et fait tout à fait abstraction de la susceptibilité des régions.

● (1520)

C'est ce que le sénateur Bonnell tient à éviter. Il veut s'assurer que personne ne puisse dire à ce stade-ci que le gouvernement fédéral ne ménage absolument pas la susceptibilité des régions.

[Français]

C'est très important en ce qui concerne le Québec. Le Québec est très tatillon sur ce point et particulièrement en ce moment où les défenseurs du «non» au Québec prétendent qu'Ottawa est totalement indifférent envers les désirs de leur province, manque de respect, les humilie, et cetera.

Cela ne serait qu'un petit indice, si vous acceptiez l'amendement du sénateur Bonnell, que vous êtes prêts à montrer un peu de respect envers les gouvernements provinciaux. Qu'est-ce que vous perdriez si vous faisiez cela? Rien du tout! Cela n'est pas tellement urgent. C'est quelque chose que vous pouvez accepter même si cela passerait à la prochaine session du Parlement. Cela ne changerait pas le caractère fondamental du pays. Cela ne mettrait pas des entraves dans la voie de votre gouvernement vers la défaite électorale.

Alors pourquoi cet entêtement? Mon cher ami le sénateur Barootes—que j'aime tellement!—remue la tête. Il remue la tête parce qu'il ne veut pas comprendre quand on lui explique que les choses ne se passent peut-être pas exactement comme lui voudrait qu'elles se passent, que le schème sur lequel fonctionne ce beau pays n'est peut-être pas le schème qu'il a en tête. C'est sur le projet de loi C-46 que je parle!

Je voudrais vous prier, mes chers collègues d'en face, de céder sur ce point. Cela ne fait même pas partie des programmes fondamentaux de votre parti, c'est-à-dire d'appauvrir les pauvres et d'enrichir les riches! C'est quelque chose qui n'a rien à voir avec cela. Vous pouvez céder facilement.

Je ne vois pas pourquoi vous vous entêtez. De temps à autre, cela donnerait l'impression aux gens que vous êtes prêts à être raisonnables et non pas dogmatiques comme le sont d'habitude les partis conservateurs.

Alors pourquoi ne céderiez-vous pas sur ce point qui n'est pas central à votre politique gouvernementale et à votre idéologie? Cela n'a rien à voir. Ayez un peu de générosité, un peu de patience, un peu de respect et de déférence envers les gouvernements provinciaux, comme vous le demande le sénateur Bonnell. Vous ne les avez pas consultés. Ils ne sont pas venus ici.

Vous savez mes opinions. Sauf pour le respect que je dois au sénateur Bolduc et aux autres ex-sous-ministres ici présents qui font exception à la règle, les sous-ministres, pour moi, ce sont des gens très nuisibles! Ils sont dictatoriaux. Alors consulter quelques fonctionnaires ne veut pas dire que vous avez consulté les vrais détenteurs du pouvoir dans les provinces, qui sont les politiciens et qui devraient être les politiciens. Dire comme dit le sénateur Nurgitz que l'on a parlé aux hauts